

PASSERELLE

Pour une société civile plus entrepreneuriale

Implication de la société civile
aux initiatives de développement

Les vertus du lobbying

Le discours officiel proclame, selon les exigences des bailleurs de fonds, l'implication des Ong aux dynamiques de lutte contre la pauvreté. Ce rêve a du mal à se réaliser. Et le CIPCRE propose une alternative. À travers le lancement du projet lobbying, qui ambitionne de créer des liens et des approches de négociation.



Bernard NJONGA, Président de l'ACIPRE

“Notre combat porte des fruits”

L'initiateur de la campagne contre l'importation massive et incontrôlée du poulet congelé fait le point sur ce projet. Et annonce une table ronde multipartite, susceptible de dégager des solutions



Editorial

Au-delà de la consultation...

Dans un document publié en avril 2000, le réseau européen sur la dette et le développement, EURO DAD, fait remarquer "qu'il n'y a rien dans les DSRP (en pays du Sud) que n'aurait pu écrire un fonctionnaire du FMI ou un autre de la Banque Mondiale". Aussi banale que cela puisse paraître, cette remarque tire son fondement d'un constat regrettable : rares sont, dans les pays pauvres, les organisations à la base qui connaissent ce qu'est réellement un "Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté", ou encore ses incidences sur le développement durable. C'est que la mise en œuvre des prêts concessionnels du FMI et de la Banque Mondiale, dans la perspective de la lutte contre la pauvreté, n'a pas suffisamment tenu compte des réalités locales propres à chaque pays pauvre. Et, entre beaux discours et vrais enjeux, le fossé de la pauvreté s'est creusé. Un fossé qu'auraient pu combler les organisations de la société civile, elles qui, selon les champs et les niveaux d'intervention, sont plus proches des populations à la base. Au Cameroun, l'élaboration en août 2000 de la version intérimaire du DSRP s'est faite en toute hâte, avec l'aide et la pression des institutions de Bretton Woods. Ici, on parle d'une "consultation simple" qui aurait permis à la société civile de dire son mot. Mais au regard des critiques qui fusent çà et là, notamment à propos de l'initiative gouvernementale de choisir les ONG devant faire partie du CCS/PPTF, il est évident que l'implication de la société civile dans ces processus de développement est, sinon inexistante, du moins insuffisante. C'est vrai qu'à la décharge de l'Etat, on peut



Pastor J. B. KEMMOGNE

évoquer un déficit de structuration et d'organisation qui ne facilite pas toujours les mécanismes de représentativité de la société civile. Mais il y a, au départ, comme une sorte de lacune dans la volonté commune d'impliquer ces nouveaux acteurs dans les dynamiques de développement. La naissance de "Passerelle" participe de ce constat. Ce nouveau support de communication voudrait susciter, par l'information et le débat, la mise en réseau et l'échange d'expériences entre les différents acteurs de la société civile. Il est l'émanation du "Projet lobbying", un programme qui, promu par le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE) et le Conseil Central Missionnaire des Religieux des Pays-Bas (CMBR), se veut être un mécanisme permanent et connu de tous les partenaires au développement. Pour plus de visibilité et de crédibilité des organisations de la société civile. Pour qu'on puisse passer de la parole aux actes, de manière à faire de la société civile un véritable acteur susceptible de pallier les insuffisances de l'Etat qui ne peut plus tout faire. Le tout premier numéro de votre nouveau périodique fait principalement le point sur les avancées et les reculs du DSRP, en rapport avec l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés. Mais vous pourrez également y retrouver nombre d'autres informations liées aussi bien aux enjeux du projet lobbying qu'à d'autres initiatives de développement. Le journal compte, à l'avenir, aborder d'autres thématiques liées à la bonne gouvernance, à la lutte contre corruption et braderie de notre patrimoine forestier, ainsi qu'à l'importation incontrôlée des produits au Cameroun. Bonne lecture!

Sommaire

Édité

- Au-delà de la consultation..... P.3

Actualité

- DSRP: Où en est-on?..... P.3
- Le Chef de l'Etat honore le Club des volontaires de Mvog-Ada..... P.3

Périscope

- Projet lobbying: alternative à la lutte contre la pauvreté..... P.4
- Comprendre le plaidoyer..... P.5

Dossier

- Poulets congelés, la controverse..... P.6
- L'invité: Bernard NJONGANG, Président de l'ACDIC..... P.6
- Poulet congelé: entorse au processus de développement..... P.6
- Débat par médias interposés..... P.7

News to use

- Aide au développement: les sites web qui comptent..... P.8

PASSERELLE

Périodique d'échange, de partenariat et de lobbying pour une société civile plus entrepreneuriale

Publié par le CIPCRE,
B.P. 1258 Nkolondom / A.P. 23019 Yaoundé
E-mail: lobbying@cipcre.org / info@cipcre.org

Directeur de la publication
Jean Blaise Kemmogne

Conseillers à la rédaction
Claude Nwafu
Bjoni Akho
Anne Laure Carlier

Rédacteur en chef
David Atombong

Secrétaire de rédaction
Anne Marie Taha

Rédaction
Marthe Ndong
Jean Christian Akon
Frank Doua
Anne Marie Taha
Georget Mwa

Réacture et mise en forme
David Atombong

Reprints : Emmanuel Barry
Crédit Photo : CIPCRE
Imprimerie : S.A.M. / 74.90.40



Lutte contre la pauvreté

Les sites internet qui comptent

Pour mieux appréhender les stratégies internationales de lutte contre la pauvreté et leurs limites, il faut connaître les programmes et projets. Passerelle ouvre une série sur les sites Internet les plus édifiants. Pour que nul n'en ignore.

Institutions financières internationales :

Elles font partie des institutions des Nations Unies à caractère économique et financier. Fondées dans les années 1940, elles ont pour objectif principal de "créer des conditions de progrès et de développement dans les domaines économiques et sociaux".

La Banque Mondiale. www.banquemondiale.org
Fonds Monétaire International (FMI). www.imf.org

Organisations intergouvernementales :

Ce sont des sortes de supra-structures qui interviennent dans la régulation des activités et actions multilatérales à travers le monde. Elles ont, en principe, pour objectif de veiller au respect des règles communes en matière d'échange et de coopération divers.

- Organisation Mondiale du Commerce (OMC).
www.wto.org/french/news/1/sp22.htm
- Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE).

DSRP & société civile

Qui fait quoi et comment?

Les réseaux et projets des organisations non étatiques montrent une certaine timidité par rapport à leur contribution à la mise en œuvre du DSRP. Le manque de considération et l'indifférence, consciente ou non, du gouvernement y sont pour beaucoup. Passerelle ouvre un feuilleton sur ces

La Fédération des organisations de la société civile camerounaise (FOSCAM) fait partie de ces réseaux qui se créent et qui ambitionnent de fédérer un secteur qui a mal à son organisation. Sa mise en place, selon ses promoteurs, se justifie par la mise en œuvre d'un processus d'auto-organisation de la société civile camerounaise en septembre 2002, au cours d'un atelier national consacré au sujet. Le constat avait alors été fait sur l'opération en rangs dispersés de cette nouvelle catégorie d'acteurs de développement.

La création participe donc de ce souci de promotion de l'intérêt général de l'ensemble de la société civile nationale autour d'une organisation faitière nationale et représentative. A son actif, entre autres, la participation à l'étude préalable au Programme Concerté Pluri Acteurs (PCPA), en vue de la mise en œuvre du Contrat Développement et du Développement au Cameroun (CID). La FOSCAM promeut la mise en place des maisons de la société civile camerounaise pour renforcer à court terme les capacités institutionnelles des OSC. (Contact: B.P. 5/C 2905 Yaoundé Tel/fax: 220.22.39/231.91.43 E-mail: apicabra@icenet.cm)

A côté de la FOSCAM, on peut citer le Programme Concerté Pluri - Acteurs (PCPA) qui prend son origine dans la plate-forme Dette et développement de la société civile française, ceci dans le cadre de la lutte pour l'annulation de la dette. Cet autre programme vise trois grands résultats : développer le droit de regard des OSC sur les politiques et instruments publics (PPTE, DSRP, lutte contre le SIDA...), lutter contre la corruption et faire connaître ou faire valoir les droits des citoyens (droits civiques et sociaux de base). L'objectif fondamental de ce réseau est le renforcement des capacités des ONG, associations et réseaux du Cameroun. Pour faire de ces acteurs une véritable force de proposition et d'interpellation des pouvoirs publics, à travers les techniques de lobbying et de plaidoyer. ■

(Contacts: B.P. : 12 182 Yaoundé - Tél. : 231 32 08 / 231 69 30 E-mail : mballamballa2001@yahoo.fr caritascameroun@yahoo.fr)

A suivre... dans notre prochaine édition.

En bref... En bref...

Disparités.

Le Cameroun se développe en dents de scie. Il y a de nombreuses disparités au niveau du développement des provinces et régions du pays. C'est la principale nouvelle qui se dégage du rapport sur le suivi des objectifs de Millénaire pour le développement. Ce rapport a été présenté lundi dernier à Yaoundé. On en retient que la province du Littoral est la région la moins pauvre du Cameroun, mais regorge cependant de nombreuses poches de pauvreté. C'est le troisième rapport de ce type publié au Cameroun depuis quatre ans. Il a bénéficié du soutien de nombreux acteurs de la société civile.

Montagnes.

Les montagnes sont des zones d'habitation à risque mais leur attrait touristique mérite une attention particulière. Le sujet est au centre de la deuxième édition du Forum Montagne art 2004. Ce forum s'est ouvert le 21 juillet dernier à Yaoundé en présence de nombreux partenaires, aussi bien du gouvernement que de la société civile. La rencontre qui est organisée par le réseau Collectif Interafricain des Habitants et Planet Tre-Cameroun avait l'intention de minimiser les risques de catastrophe en zone de montagne par une mobilisation et une sensibilisation des acteurs divers.

Fourmi II.

Réseaux sur le Programme Fourmi II. Le projet de développement lancé au Cameroun depuis mars 2001 vient de reformer ses portes. A son actif, le financement de plus de 150 micro-projets portés par les organisations de la société civile à la base, pour un montant de 530 millions de FCFA sur le milliard qui était dévolu à la conduite de ce programme de l'Union Européenne. Certains responsables d'ONG qui ont pignon sur rue parlent de bilan mitigé. Mais FOURMI II d'une façon ou d'une autre a contribué à renforcer les capacités des ONG, notamment dans les villes de Douala et Yaoundé.

Collectivités.

Le Programme d'Appui aux Capacités Décentralisées de Développement Urbain (PACDDU) contribue au renouvellement de la ressource humaine dans les collectivités territoriales décentralisées. Ce programme de l'Union Européenne vient de financer, à hauteur de 170 millions de CFA, le départ à la retraite de plusieurs centaines d'agents communaux qui avaient atteint l'âge de la retraite, et qui occupaient toujours leur poste de responsabilité pour des raisons de

Breves rassemblées par D. A.